

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**

La Commission

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure

N°32



**NOTE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE REGIONALE DANS
L'UEMOA**

Bénin
Burkina Faso
Côte d'ivoire
Guinée-Bissau
Mali
Niger
Sénégal
Togo

2^e trimestre 2016

Octobre 2016

Table des matières

Sigles et abréviations.....	2
Liste des graphiques.....	3
Liste des tableaux.....	3
Résumé.....	4
Introduction.....	5
1. Conjoncture internationale.....	5
1.1. Activité économique mondiale.....	5
1.2. Inflation dans les principales régions du monde.....	6
1.3. Cours des matières premières.....	6
1.4. Taux d'intérêt.....	7
2. Conjoncture dans la zone UEMOA.....	8
2.1. Activité économique régionale.....	8
2.2. Inflation et compétitivité intérieure.....	10
2.3. Secteur extérieur.....	14
2.4. Finances publiques.....	19
2.5. Situation monétaire.....	22
2.6. Compétitivité de la monnaie.....	24
3. Principaux faits marquants.....	25
3.1. Environnement international.....	25
3.2. Pays de l'UEMOA.....	25
Conclusion.....	26

Sigles et abréviations

BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BRVM	: Bourse régionale des valeurs mobilières
CCP	: Centre des chèques postaux
CNE	: Caisse nationale d’épargne
CNPE	: Comité National de Politique Economique
FCFA	: Franc CFA
FED	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
IHPI	: Indice harmonisé de la production industrielle
IPI	: Indice de la production industrielle
INS	: Institut national de la statistique
LIBOR	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
Mds	: Milliards
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PIB	: Produit intérieur brut
PNG	: Position nette du Gouvernement
TOFE	: Tableau des opérations financières de l’Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
16T2	: Deuxième trimestre 2016

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril).....	6
Graphique 2 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (Mds F CFA)	14
Graphique 3 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (Mds F CFA)	16
Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)	17
Graphique 5 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA).....	17
Graphique 6 : Evolution du degré d'externalisation dans l'Union (%)......	18
Graphique 7 : Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %.....	19

Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars.....	7
Tableau 2 : Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA	8
Tableau 3 :Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction	10
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre	11
Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC	12
Tableau 6 : Evolution trimestrielle du degré d'internationalisation dans l'Union (%)	14
Tableau 7 : Evolution trimestrielle des exportations en volume (Tonnes).....	15
Tableau 8 : Evolution trimestrielle des importations en volume (Tonnes)	16
Tableau 9 : Evolution trimestrielle des termes de l'échange dans l'Union	18
Tableau 10: Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2016 (en mds).....	20
Tableau 11 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2016 (en mds).....	23

Résumé

Selon le FMI, la croissance mondiale a été de 3,2% en 2015 contre 3,4% en 2014, malgré une relative amélioration du niveau de l'activité économique dans les pays avancés. En 2016, la croissance est attendue à 3,1%. En Afrique subsaharienne, en 2015, la croissance a été de 3,4% contre 5,1% en 2014. La chute des cours du pétrole continue de gêner les pays exportateurs qui tirent traditionnellement la croissance du continent. En 2016, les prévisions indiquent une croissance de 1,4%.

En 2015, l'activité économique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a enregistré un taux de croissance de 7,0% contre 6,5% en 2014. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont affiché de bonnes performances. En 2016, une croissance de 7,1% est attendue.

Au cours du deuxième trimestre 2016, l'IHPC de l'Union a évolué à la hausse par rapport au premier trimestre de l'année, conduisant le taux d'inflation à s'établir à 1,3% en variation trimestrielle.

Au niveau des échanges extérieurs, le deuxième trimestre de l'année 2016 a été marqué par une baisse de 10,6% des exportations en valeur de l'Union comparativement au trimestre précédent, soit -359,5 mds. Quant aux importations de l'Union, elles affichent une légère baisse de 2,9% en valeur entre les deux premiers trimestres de 2016. Il s'en suit que le déséquilibre du commerce extérieur de l'Union s'est poursuivi au cours du deuxième trimestre de l'année 2016 avec un taux de couverture de 79,02% et le solde commercial dans l'UEMOA continue d'afficher un déficit au cours du second trimestre 2016.

Au total, les exportations ont représenté 44% des échanges extérieurs dans l'Union au cours de la période sous revue. Elles se sont inscrites en repli de 2 points de pourcentage, comparativement au trimestre précédent.

Au cours de la période sous revue, seulement un peu plus du cinquième (22,8%) de la richesse produite dans l'Union est exporté et environ 27,3% du marché intérieur de l'Union est couvert par les importations. Pour ce qui est des finances publiques, les données conjoncturelles indiquent une progression relative des recettes de +15,3% en glissement annuel. Les dépenses publiques de l'Union se sont globalement affichées en hausse de +10,8% entre les deuxièmes trimestres 2015 et 2016.

L'exécution budgétaire à fin juin 2016 indique que les Etats membres de l'Union ont globalement affiché une position budgétaire déficitaire, qui s'est par ailleurs légèrement dégradée

L'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indique que la masse monétaire de l'Union a enregistré une hausse de 346,8 mds.

Sur la base de la plupart des indicateurs analysés, la conjoncture au deuxième trimestre 2016 dans la zone UEMOA est bonne. Dans ces conditions, si cette tendance ne s'inverse pas au cours des prochains trimestres, les attentes en matière de performance économique pour l'année 2016 pourraient se réaliser.

Introduction

La troisième note de conjoncture régionale pour l'année 2016 fait le point de la situation économique et financière de la sous-région au cours du deuxième trimestre et présente une brève perspective pour le troisième trimestre de l'année 2016. Elle est structurée en trois (03) parties :

- Conjoncture internationale ;
- Conjoncture dans la zone UEMOA ;
- Principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'octobre 2016 des perspectives de l'économie mondiale du FMI, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de juin 2016. Les données nationales proviennent des INS, des CNPE et des Directions de la Prévision des Etats membres.

1. Conjoncture internationale

1.1. Activité économique mondiale

Selon le FMI, l'économie mondiale a atteint une croissance de 3,2% en 2015 contre 3,4% en 2014. Cette décélération vient surtout de la baisse du rythme de l'activité dans les pays émergents, notamment en Chine. Ceci survient malgré une relative amélioration du niveau de l'activité économique dans les pays avancés. En 2016, la croissance est attendue à 3,1%.

Suivant la même source, aux Etats-Unis, la croissance est restée stable entre 2014 et 2015 à 2,6%. Ce maintien du dynamisme de la croissance pourrait s'interpréter comme un résultat de l'assouplissement monétaire récemment menée par la Réserve Fédérale en injectant des liquidités massives dans l'économie américaine. Cette tendance devrait ralentir en 2016 avec une croissance attendue de 1,6%.

En zone euro, la croissance économique s'est située à 2,0% en 2015 contre 0,9% en 2014. Cette amélioration vient surtout de la timide reprise observée au niveau du rythme de l'activité économique dans la zone. Elle est essentiellement liée à la hausse des exportations vers les pays émergents. En 2016, une croissance de 1,7% est attendue.

Au Japon, l'activité économique a été marquée en 2015 par un nouvel épisode de croissance avec un taux de 0,5% contre 0,0% en 2014, malgré le service de la dette qui pèse lourd sur les finances publiques. En effet, le pays parvient toujours à financer les investissements indispensables à la croissance. En 2016, la croissance économique devrait rester constante.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2015, sa croissance a été de 3,4% contre 5,1% en 2014 en liaison avec la chute des cours du pétrole qui handicape les pays exportateurs. En 2016, les prévisions indiquent une croissance de 1,4%.

1.2. Inflation dans les principales régions du monde

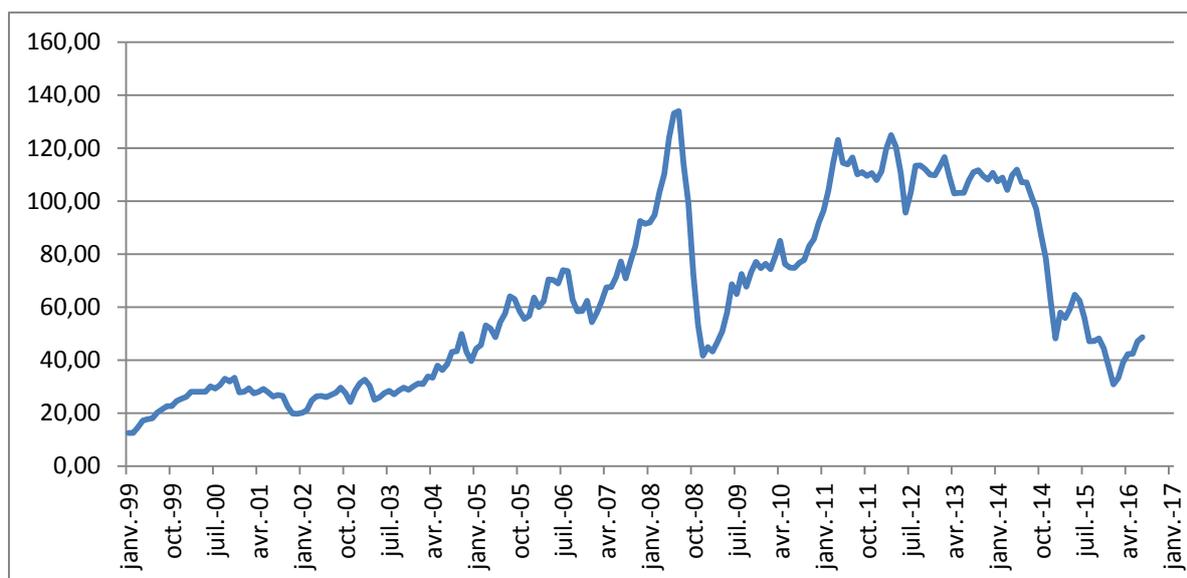
L'inflation se situe à 0,3% en 2015 contre 1,4% en 2014 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable au recul des cours des produits alimentaires. En 2016, le taux d'inflation est attendu à 0,7%, sous l'hypothèse d'une légère reprise de la hausse des cours du pétrole.

Dans les pays en développement et émergents, l'inflation a atteint 4,7% en 2015, soit le même taux qu'en 2014. Cette situation s'explique en partie par les mauvaises récoltes dans certaines régions, dues aux conditions climatiques difficiles. En 2016, le taux d'inflation est prévu à 4,5%.

1.3. Cours des matières premières

Au deuxième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours du pétrole ont augmenté de 33,7%. En glissement annuel, les cours du brut reculent de 25,6%. Cette embellie provient surtout de la hausse de la demande mondiale liée à un regain d'activité dans les pays avancés et émergents.

Graphique 1: Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)



Les cours de l'once d'or ont augmenté de 6,7% au deuxième trimestre 2016, comparativement à la situation d'un trimestre plus tôt. En glissement annuel, les cours ont progressé de 5,6%. Cette situation s'explique surtout par le regain d'intérêt pour l'or comme valeur refuge face aux incertitudes économiques mondiales.

Le deuxième trimestre 2016 a été marqué par la hausse des cours du cacao de 4,0%, comparativement au premier trimestre 2016. Cette évolution s'explique par la diminution de la baisse de la quantité de fèves produites en Afrique de l'Ouest, première région productrice au monde. En glissement annuel, les cours du cacao augmentent de 1,0%.

Quant au café robusta, ses cours ont baissé de 7,8% entre les deux premiers trimestres de 2016. En glissement annuel, les cours reculent de 7,1%. Cette évolution des cours du café robusta s'explique par une demande en baisse,

concomitamment avec une contraction de la production due à de mauvaises conditions climatiques.

Pour ce qui est du coton, au deuxième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent, les cours augmentent de 6,1%. En glissement annuel, les cours reculent de 1,3%. Le repli des cours du coton est provoqué essentiellement par l'embellie de la production des Etats-Unis et la baisse de la demande en provenance de la Chine.

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars

Matières premières	Unité	2015	2016		Variations en %	
		T2	T1	T2	16T2/ 16T1	16T2 15T2
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	62,1	34,4	46,0	33,7	-25,9
Cacao	c / kg	307,0	298,0	310,0	4,0	1,0
Café arabica	c / kg	354,0	331,0	349,0	5,4	-1,4
Café robusta	c / kg	198,0	165,0	184,0	11,5	-7,1
Huile d'arachide	\$/tm	1 346,0	1 277,0	1 550,0	21,4	15,2
Huile de palme	\$/tm	664,0	631,0	704,0	11,6	6,0
Huile de palmiste	\$/tm	945,0	1 032,0	1 288,0	24,8	36,3
Maïs	\$ / tm	168,4	159,9	171,1	7,0	1,6
Riz brisé 5%	\$ / tm	385,3	379,0	423,1	11,6	9,8
Sorgho	\$ / tm	215,2	173,9	173,9	0,0	-19,2
Blé	\$ / tm	216,1	190,5	177,7	-6,7	-17,8
Banane	\$ / tm	920,0	91,0	94,0	3,3	-89,8
Farine poisson	\$ / tm	538,0	451,0	486,0	7,8	-9,7
Sucre	c/kg	29,0	31,0	38,0	22,6	31,0
Bois (Sawnwood)	\$/décimètre cube	734,0	780,0	687,7	-11,8	-6,3
Coton (A Index)	c/kg	159,0	148,0	157,0	6,1	-1,3
Phosphate roche	\$/ tm	115,0	116,0	115,0	-0,9	0,0
Or non monétaire	\$/ toz	1 193,0	1 181,0	1 260,0	6,7	5,6

Source : PINKSHEET (Banque Mondiale)

1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois est de 0,5% en 2015 contre 0,3% en 2014, au niveau du LIBOR. En 2016, ce taux sera de 0,9%. Le taux des dépôts en euros à 3 mois est de 0,0% en 2015 contre 0,2% en 2014. En 2016, ce taux sera de -0,3%. Le taux des dépôts en yens à 6 mois est de 0,1% en 2015 contre 0,2% en 2014. En 2016, ce taux est prévu à 0,1%.

Dans le contexte de crise d'endettement que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, sauf aux Etats-Unis où la Réserve Fédérale a décidé de mettre fin à sa politique d'assouplissement monétaire en augmentant ses taux directeurs.

2. Conjuncture dans la zone UEMOA

2.1. Activité économique régionale

En 2015, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 7,0% contre 6,5% en 2014. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont enregistré de bonnes performances, même si le taux de croissance reste en dessous de 5% dans quelques-uns d'entre eux. Une croissance de 7,1% est attendue en 2016.

Activité agricole

La campagne agricole 2015/2016 a donné des résultats mitigés en raison de la mauvaise pluviométrie dans certains Etats.

La hausse la plus importante de la production agricole a été notée au Sénégal, tandis que la plus faible a été enregistrée au Niger.

Au Sénégal, la hausse provient surtout d'une augmentation de la production des produits d'exportation de 72%.

Tableau 2 : Production agricole totale dans les pays de l'UEMOA

Pays	Production totale (en tonnes)		Variation relative de (2) par rapport à (1)
	campagne 2014/2015 (1)	campagne 2015/2016 (2)	en %
Bénin	12 374 407,2	11 020 959.1	-10.9
Burkina Faso	6 731 908	6 273 443.0	-7.1
Côte d'Ivoire	20 093 315,1	19 569 171.7	-3.1
Guinée Bissau	NC	1 065 920	NC
Mali	8 052 024	9 448 407	17.3
Niger	11 874 061	12 906 044	8.7
Sénégal	2 503 078	4 067 796	62.2
Togo	3 597 830	3 434 214	-4.3

Source : INS des Etats membres

Activité industrielle

Au premier trimestre 2016, la production industrielle du Bénin a progressé de 4,5% comparativement au trimestre précédent. Cette progression est essentiellement imputable à une forte hausse des industries chimiques et des industries extractives. Toutefois, dans le même temps, on assiste à une baisse au niveau des autres industries.

Au Burkina, au premier trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 15,0% comparativement au dernier trimestre de 2015. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des autres industries. Au cours de la même période, celle du BTP a baissé de 14,0%.

Au premier trimestre 2016, en Côte d'Ivoire, la production industrielle a baissé de 16,3% comparativement à un trimestre plus tôt. Ce recul provient en grande partie de la diminution de la production des industries de fabrication de meubles et de celles des textiles. On note cependant une hausse importante de la production dans les industries extractives et la métallurgie.

Au Mali, au premier trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 3,0% comparativement au dernier trimestre de 2015. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production dans l'égrenage de coton. Au cours de la même période, celle de la fabrication de matériel électrique a baissé de 21,0%.

Au premier trimestre 2016, au Niger, la production industrielle a baissé de 24,0% comparativement à un trimestre plus tôt. Ce recul provient surtout de la diminution de la production de matériaux de construction et de celle du raffinage de pétrole. On note cependant une hausse importante de la production dans les industries de fabrication des machines et matériels agricoles.

Au Sénégal, au premier trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 24,0% comparativement au dernier trimestre de 2015. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des industries alimentaires. Au cours de la même période, celle de l'énergie a baissé de 9,0%.

Au Togo, au premier trimestre 2016, la production industrielle a augmenté de 40,0% comparativement au dernier trimestre de 2015. Cette hausse s'explique surtout par une augmentation de la production des industries extractives et de celles de l'édition. Au cours de la même période, celle des industries textiles a fortement baissé.

Activité dans le commerce et les services¹

Au Bénin, l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services (ICA) a progressé de 1,4% au deuxième trimestre 2016, comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, cet indice a enregistré une hausse de 10,1%. Cette situation provient essentiellement d'une augmentation du chiffre d'affaires au niveau des banques et des assurances.

En Côte d'Ivoire, au cours de la même période, l'ICA a augmenté de 2,4%. En glissement annuel, cet indice baisse de 1,0%. Cette hausse de l'ICA provient surtout de l'augmentation observée au niveau des produits de la pêche.

Au Sénégal, au deuxième trimestre 2016, comparativement au premier trimestre 2016 l'indice du chiffre d'affaires du commerce a augmenté de 19,6%, tandis que celui des services a progressé de 5,3%. Ces deux évolutions seraient respectivement dues à la hausse du commerce de détail et à la hausse du chiffre d'affaires des banques et assurances.

Création d'entreprises

Au Bénin, 1839 entreprises ont été créées au deuxième trimestre 2016 contre 1724 au trimestre précédent.

Au deuxième trimestre de l'année 2016, 2560 entreprises ont été créées contre 2760 le trimestre précédent, au Mali. La grande majorité de ces entreprises (plus de 50%) sont des établissements de commerce.

Pour le Niger, 834 entreprises ont été créées au deuxième trimestre 2016 contre 759 un trimestre plus tôt. Dans ce total, 84% sont des entreprises individuelles.

¹ Seuls le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal produisent à ce jour l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services.

Quant au Sénégal, 11758 entreprises ont été créées au deuxième trimestre 2016 contre 11060 au premier trimestre 2016. Dans ce total créé au second trimestre, 82% sont des entreprises individuelles.

2.2. Inflation et compétitivité intérieure

2.2.1 Evolution de l'inflation

Au cours du deuxième trimestre 2016, l'IHPC de l'Union a évolué à la hausse par rapport au trimestre précédent, induisant un taux d'inflation de 1,3% en variation trimestrielle. Cette dynamique du niveau général des prix a été largement portée par la hausse relativement importante de l'indice de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées », qui a affiché une progression relative de 4,1% au deuxième trimestre de l'année en cours. Dans le même temps, l'indice des prix de la composante « Transport », qui constitue la deuxième composante la plus importante de l'IHPC en termes de pondération, a également connu la deuxième variation la plus importante en valeur absolue, en évoluant à la baisse avec un taux d'inflation de -0,6% par rapport au premier trimestre 2016.

En glissement annuel, l'inflation est ressortie en hausse de 0,9% au deuxième trimestre de l'année 2016. Cette évolution de l'indice général des prix s'explique, encore une fois, dans une large mesure, par la forte progression de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » dont le taux d'inflation s'est établi à 4,2% entre le deuxième trimestre de 2015 et le deuxième trimestre de l'année en cours.

Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondé Ration	2015			2016		Variations (%)	
		T2	T3	T4	T1	T2	2T16 / 1T16	2T16/ 2T15
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	117,6	120,0	120,6	117,7	122,5	4,1	4,2
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	107,5	107,6	106,9	108,8	109,2	0,3	1,6
Articles d'habillement et chaussures	936,4	108,8	108,8	108,8	107,2	107,0	-0,2	-1,7
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,2	109,4	109,7	109,8	109,8	0,0	0,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,0	109,2	109,4	109,2	108,9	-0,2	0,0
Santé	360,6	102,7	103,8	103,0	103,5	103,2	-0,3	0,5
Transport	1192,2	108,5	108,3	108,0	106,4	105,7	-0,6	-2,5
Communication	635,1	80,7	80,6	80,5	80,6	80,5	0,0	-0,2
Loisir et culture	283,2	102,0	102,6	102,5	102,2	102,3	0,1	0,3
Enseignement	271,7	118,1	118,0	118,7	118,3	118,1	-0,1	0,1
Restaurant et hôtel	1010,4	118,6	118,7	118,8	117,0	117,1	0,1	-1,3
Biens et services divers	446,7	108,7	108,7	108,4	107,7	107,8	0,0	-0,8
Total	10000,0	110,6	111,4	111,6	110,1	111,5	1,3	0,9

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Par ailleurs, il faut souligner que si les « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » ont affiché une inflation de 1,6%, les composantes « Transport », « Articles d'habillement et chaussures » et « Restaurants et hôtels » ont enregistré des baisses respectives de -2,5%, -1,7% et -1,3% leurs indices en glissement annuel.

L'analyse de l'évolution des prix au niveau de l'Union indique que l'IHPC s'est inscrit en hausse dans la quasi-totalité des Etats membres de l'UEMOA, à l'exception notable du Sénégal où les prix se sont repliés de 1,1% par rapport au premier trimestre de l'année 2016. S'agissant de l'évolution des prix en glissement annuel, des variations relativement importantes à la hausse de l'IHPC ont été relevées en Guinée-Bissau (+2,4%) et au Togo (+2,4%). Sur la même période, seul le Mali affiche une baisse de l'indice général des prix avec un taux d'inflation de -1,4%.

Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre

PAYS	Pondération	2015			2016		Variations (%)	
		T2	T3	T4	T1	T2	2T16 / 1T16	2T16 / 2T15
BENIN	807,3	113,6	111,9	113,2	111,9	114,8	2,6	1,0
BURKINA	849,0	108,2	109,3	109,3	106,3	109,2	2,8	0,9
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,8	113,4	113,2	113,8	115,8	1,7	1,7
GUINEE-BISSAU	216,6	106,3	109,8	109,7	108,3	108,9	0,5	2,4
MALI	740,0	113,6	117,0	114,7	110,2	111,9	1,6	-1,4
NIGER	602,8	106,1	108,7	109,3	106,2	107,3	1,0	1,1
SENEGAL	1 958,6	101,8	104,2	106,0	103,4	102,2	-1,1	0,4
TOGO	1 028,9	116,1	116,8	116,1	116,9	118,8	1,6	2,4
UEMOA	10 000,0	110,6	111,4	111,6	110,1	111,5	1,3	0,9

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

L'analyse détaillée de l'évolution des prix dans les Etats membres de l'Union permet de constater qu'en variation trimestrielle, la dynamique de l'IHPC au Bénin a été essentiellement déterminée par les composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Transport » dont les indices ont, respectivement, enregistré des progressions relatives de 6,5% et 2,9%. Quant à la hausse de 1,0% relevée en glissement annuel, elle s'explique par la hausse de 4,4% de l'indice du poste « Alimentation et boissons non alcoolisées » et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de 0,8% de l'indice de la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles ». Ces augmentations ont, cependant, été quelque peu compensées par la baisse des prix du « Transport » (-4,2%).

Concernant la dynamique des prix au Burkina Faso, il ressort des données à fin juin 2016 que l'évolution de l'IHPC au deuxième trimestre 2016 (+2,8%), par rapport au premier trimestre 2016, tient essentiellement à la très forte hausse des prix de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+7,7%) qui n'a que partiellement été atténuée par la baisse de 2,0% des prix du poste « Transport », tandis que les prix sont restés relativement stables au niveau des autres composantes. En glissement annuel, il faut surtout relever que les baisses relativement importantes observées au niveau des composantes « Transport » (-3,5%) et « Restaurants et Hôtels » (-2,4%) n'ont pas permis de compenser

totalemment la forte hausse des prix de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+4,1%).

Tableau 4 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au deuxième trimestre 2016

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	2,6	5,5	1,9	2,2	2,8	4,3	-0,8	4,4	2,4
Indice Energie	-1,1	-1,4	0,1	-1,2	1,0	0,0	0,0	-1,2	-0,4
Taux d'inflation sous-jacente	0,0	0,0	0,2	0,2	0,7	0,1	0,0	0,2	0,1
produits locaux	0,8	2,1	0,5	1,2	1,7	2,1	-0,2	1,5	0,7
Produits importés	-0,4	-0,3	0,7	0,0	0,3	0,2	0,1	-0,2	0,1
Produits du secteur primaire	3,1	4,1	1,3	3,0	3,1	4,1	-0,4	6,5	1,8
Produits du secteur secondaire	-0,3	-0,4	0,2	0,1	0,9	-0,3	0,2	0,3	0,2
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,0	0,1	0,6	0,5	0,2	-0,2	-0,3	0,0
Biens non durables	0,9	2,0	0,9	0,7	1,8	2,1	-0,2	1,8	1,3
Biens semi durables	-0,5	0,0	-0,1	-0,2	0,7	0,0	0,1	0,4	0,0
Biens durables	-0,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

S'agissant de la Côte d'Ivoire, la dynamique de l'IHPC en variation trimestrielle indique que la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+6,6%) a été la principale source de l'inflation de 1,7% relevée au deuxième trimestre 2016. En effet, les indices de prix des autres composantes les plus importantes sont restés relativement stables entre les deux premiers trimestres de l'année en cours. Il en a été, plus ou moins, de même en glissement annuel, avec un taux d'inflation qui est ressorti à 7,1% pour le poste « Alimentation et boissons non alcoolisées », tandis que, entre autres, les composantes « Transport » et « Articles d'habillement et chaussures » ont affiché des progressions relatives respectives de -1,4% et -2,3% sur la période.

En Guinée-Bissau, l'évolution des prix en variation trimestrielle (+0,5%) a été principalement portée par les composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Articles d'habillement et chaussures » dont les indices ont enregistré des hausses respectives de 0,7% et 1,3%, malgré le repli de 2,7% des prix du « Transport ». En glissement annuel, il ressort des données conjoncturelles à fin juin 2016 que la hausse de 2,4% du niveau général des prix résulte, essentiellement, des progressions relatives de 3,1% et 3,2%, respectivement relevées pour les composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » et « Transport », tandis que le poste « Articles d'habillement et chaussures » a affiché un repli de 0,4% sur la période.

L'analyse de l'évolution de l'IHPC au Mali indique qu'en variation trimestrielle, la hausse de 1,6% du niveau général des prix, comme dans la plupart des Etats membres, résulte principalement de la hausse des prix de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » dont l'indice a crû de 3,3% entre les deux premiers trimestres de l'année 2016, même si l'inflation au niveau de la composante « Transport » a été négative (-1,3%). Par ailleurs, la baisse de 1,4% entre le deuxième trimestre 2015 et le deuxième trimestre 2016 s'explique dans une

large mesure par les baisses relevées au niveau des postes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-2,4%) et « Transport » (-6,0%), alors que la composante « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » a connu une hausse de 2,0% de ses prix sur la même période.

Au Niger, la dynamique de l'IHPC entre les deux premiers trimestres de l'année en cours (+1,0%) montre que l'évolution des prix ainsi observée provient principalement de la progression de 2,0% enregistrée au niveau de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées », tandis que les prix sont restés stables au niveau de deux autres principales composantes de l'IHPC que sont les postes « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,0%) et « Transport » (+0,0%). En glissement annuel, la hausse de 1,1% du niveau général des prix s'explique principalement par les progressions observées au niveau des postes « Transport » (+2,5%) et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+2,3%), mais également par l'inflation de 0,7% affichée par la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées ».

Au Sénégal, l'évolution des prix au deuxième trimestre 2016 a été marquée par une baisse des indices associés à la quasi-totalité des composantes de l'IHPC. En effet, de toutes les composantes de l'indice général des prix, seul le poste « Santé » a affiché une légère évolution des prix à la hausse (+0,1%), en variation trimestrielle. La dynamique des prix (-1,1%) au deuxième trimestre 2016 s'explique notamment par les replis observés au niveau des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-2,0%) et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-0,8%). En glissement annuel, l'inflation de 0,4% observée à fin juin 2016 résulte notamment de l'évolution contrastée de l'IHPC au niveau des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+2,7%) et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-2,2%).

L'analyse de l'évolution des prix au Togo indique qu'au deuxième trimestre 2016, l'inflation observée (+1,6%) par rapport au premier trimestre 2016 a été déterminée par la forte progression des prix au niveau de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+6,9%) et, dans une moindre mesure, par l'indice du poste « Restaurants et Hôtels » (+1,4%). En effet, l'évolution de ces indices n'a pas été totalement compensée par les baisses enregistrées au niveau des composantes « Transport » et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (-1,1%). De manière similaire, l'examen de l'inflation par rapport au deuxième trimestre 2015 montre qu'en glissement annuel, l'inflation a été largement déterminée par l'évolution des prix des composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+8,1%) et « Restaurants et Hôtels » (+2,6%). Il faut, par ailleurs, noter le recul des prix du « Transport » sur la période.

Au niveau de l'Union, l'inflation sous-jacente a été de 0,1% au cours du deuxième trimestre 2016, par rapport au trimestre précédent. Cette légère évolution des prix, hors énergie et produits frais, s'explique notamment par la légère hausse observée en Côte d'Ivoire (+0,2%), tandis que cet indicateur est resté stable au Sénégal (+0,0%).

S'agissant des sous-indices, celui relatif aux produits frais a enregistré une hausse de 2,4% au cours du deuxième trimestre 2016, particulièrement tiré par les indices relevés aux mois d'avril (+3,5%) et mai (+4,9). Quant au sous-indice de l'énergie, il

affiche une baisse de 0,4%, qui s'explique par les diminutions de prix qui ont marqué les mois de mai (-2,8%) et de juin (-0,2%) de l'année 2016.

Enfin, au terme du deuxième trimestre 2016, le taux d'inflation moyen annuel projeté pour la fin de l'année 2016 serait positif et s'établirait à 0,7%.

2.2.2 Compétitivité intérieure

Le degré d'internalisation pour l'ensemble de l'Union a été évalué à 55,9% au deuxième trimestre 2016. Seules la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau présentent des ratios inférieurs à 50%.

Comparé au trimestre précédent, le degré d'internalisation est en hausse de 2,0 points de pourcentage sous l'effet conjuguée d'une légère baisse des importations (-2,9%) et d'un repli franc des exportations (-10,6%). La baisse du niveau des importations est due à la situation observée en Côte d'Ivoire et au Niger.

Par rapport à la même période, un an plutôt, le degré d'internalisation de l'Union a connu une hausse de 0,8 point de pourcentage du fait des hausses affichées par le Bénin, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Tableau 5 : Evolution trimestrielle du degré d'internationalisation dans l'Union (%)

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16
Bénin	83,73	69,47	87,31	91,21	89,23	81,99
Burkina Faso	49,87	54,16	66,40	62,31	56,68	61,44
Côte d'Ivoire	39,88	43,66	46,95	47,77	43,28	44,80
Guinée Bissau	63,51	31,28	44,88	30,30	16,91	29,25
Mali	56,69	63,99	65,74	59,66	51,12	56,64
Niger	76,26	76,52	87,03	66,54	79,94	76,31
Sénégal	65,84	65,87	73,81	71,15	63,23	65,55
Togo	73,39	74,58%	78,67	77,67	74,29	68,51
UEMOA	51,25	55,02	63,97	58,15	53,81	55,86

Source : INS des Etats

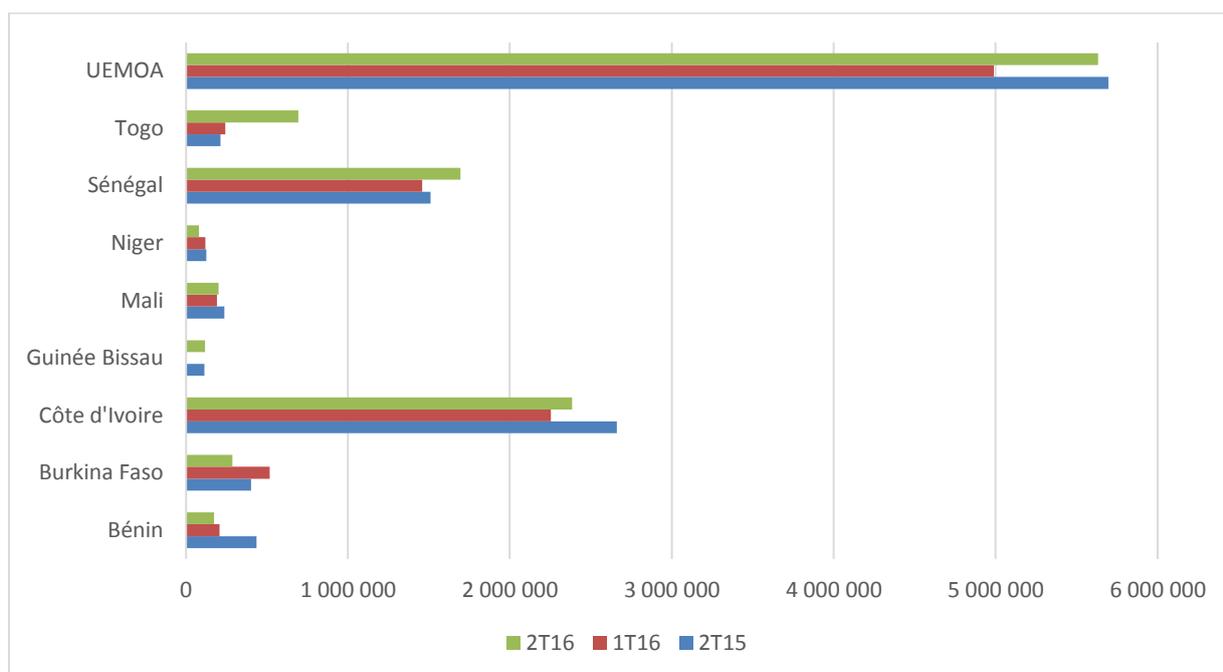
2.3 Secteur extérieur

Les exportations

Le deuxième trimestre de l'année 2016 a été marqué par une baisse de 10,6% des exportations en valeur de l'Union comparativement au trimestre précédent, soit -359,5 mds. Ce recul des exportations est tributaire des replis observés en Côte d'Ivoire, au Burkina et au Niger.

En glissement annuel, les exportations ont reculé de 3,5%, soit un repli de 111,2 mds pour l'ensemble de l'Union en liaison avec les mauvaises performances de la Côte d'Ivoire et du Bénin. La situation du Bénin pourrait s'expliquer par la tenue des élections présidentielles au cours du premier trimestre de l'année.

Graphique 2 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds)



En volume, les exportations ont connu une augmentation de 12,9% entre les deux premiers trimestres de l'année. La Guinée Bissau et le Togo présentent les plus importantes progressions relatives de la sous-région.

En glissement annuel, les exportations sont marquées par une légère baisse de 1,2%, soit un repli de 63 708 tonnes.

Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en volume (Tonnes)

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16
Bénin	271 726	434 675	234 685	227 656	207 865	173 193
Burkina Faso	420 065	401 088	185 781	237 142	516 640	287 357
Côte d'Ivoire	2 329 290	2 661 391	1 802 548	2 386 499	2 253 582	2 384 058
Guinée Bissau	38 310	113 627	56 183	1 672	133	116 843
Mali	220 146	236 188	99 168	98 237	190 457	201 771
Niger	96 349	125 955	58 472	122 640	119 159	80 237
Sénégal	1 330 000	1 510 000	1 264 000	1 530 000	1 458 241	1 694 676
Togo	244 891	213 543	299 143	0	243 442	694 624
UEMOA	4 950 777	5 696 467	3 999 981	4 603 846	4 989 518	5 632 759

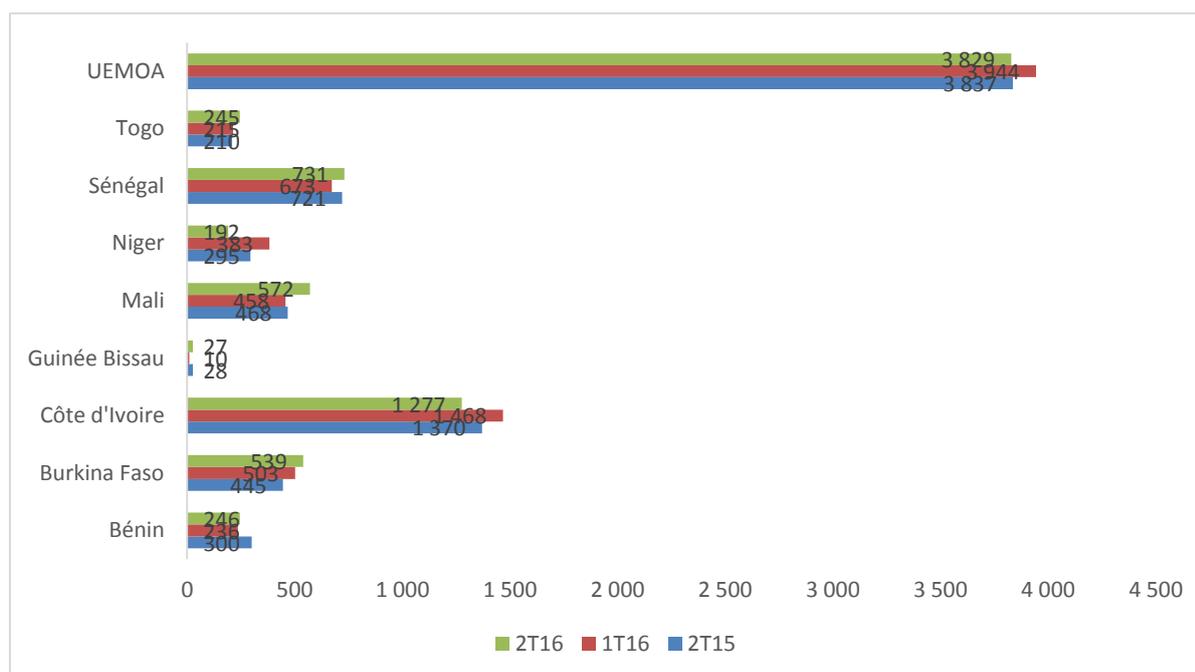
Source : INS des Etats

Les importations

Les importations de l'Union affichent une légère baisse de 2,9% en valeur entre les deux premiers trimestres de 2016. Ce repli est consécutif à la diminution des importations observée au Niger et en Côte d'Ivoire.

En glissement annuel, on note une baisse de 8,2 mds entre les deux périodes. Cette situation résulte de la hausse des importations au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Togo, qui a pu compenser le repli observé en Côte d'Ivoire.

Graphique 3 : Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)



Les importations de l'Union au cours du second trimestre 2016 ont baissé de 15,2% en volume par rapport à la période précédente.

Par rapport à la même période de l'année 2015, les importations affichent une diminution de 8,8%.

Tableau 7 : Evolution trimestrielle des importations en volume (Tonnes)

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16
Bénin	931 517	882 616	722 616	1 240 456	1 001 613	841 733
Burkina Faso	1 087 738	1 306 251	1 201 279	1 396 463	1 316 596	1 390 865
Côte d'Ivoire	3 304 763	3 062 007	2 511 586	3 770 103	3 608 461	3 209 042
Guinée Bissau	72 791	93 336	75 876	78 748	69 405	95 212
Mali	1 405 000	1 387 000	1 304 000	1 447 000	1 356 000	431
Niger	475 920	512 518	463 037	486 931	410 235	432 472
Sénégal	1 540 000	1 730 000	2 089 000	2 090 000	1 801 347	2 101 044
Togo	612 695	662 045	743 672	810 810	795 766	713 709
UEMOA	9 430 423	9 635 772	9 111 066	11 320 511	10 359 422	8 784 508

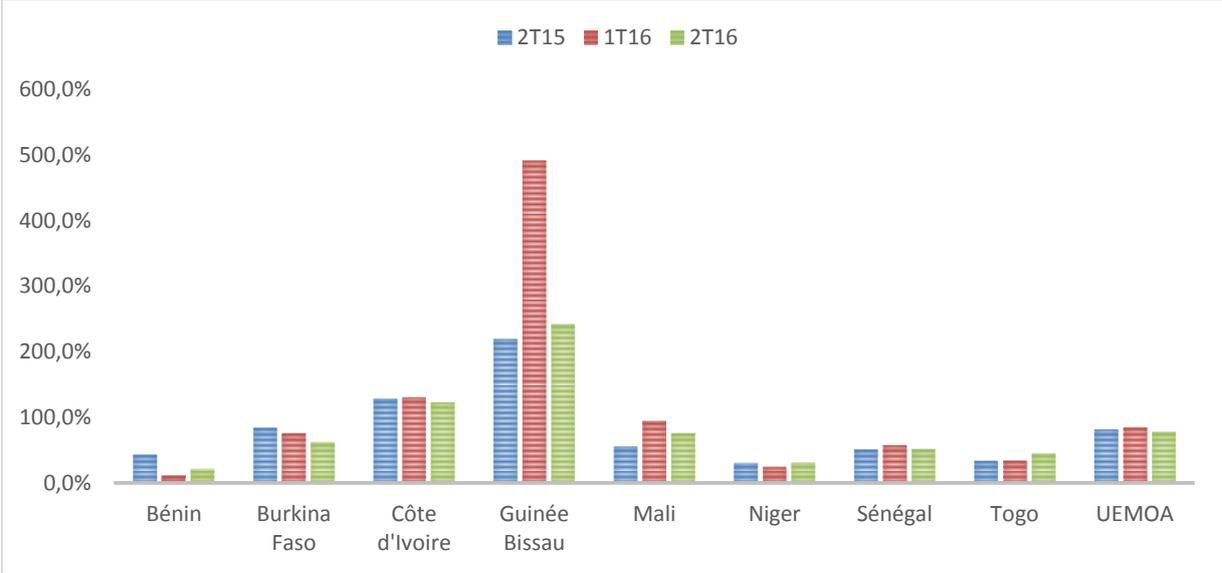
Source : INS des Etats

Le taux de couverture

Le déséquilibre du commerce extérieur de l'Union s'est poursuivi au cours du deuxième trimestre de l'année 2016 avec un taux de couverture de 79,0%. Les importations ne sont donc toujours pas entièrement financées par les exportations et la situation s'est détériorée par rapport à la période précédente avec une diminution de 6,8 points de pourcentage. Sous ce rapport, la Côte d'Ivoire et la Guinée Bissau continuent de tirer l'Union.

En glissement annuel, le taux de couverture recule de 2,7 points de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

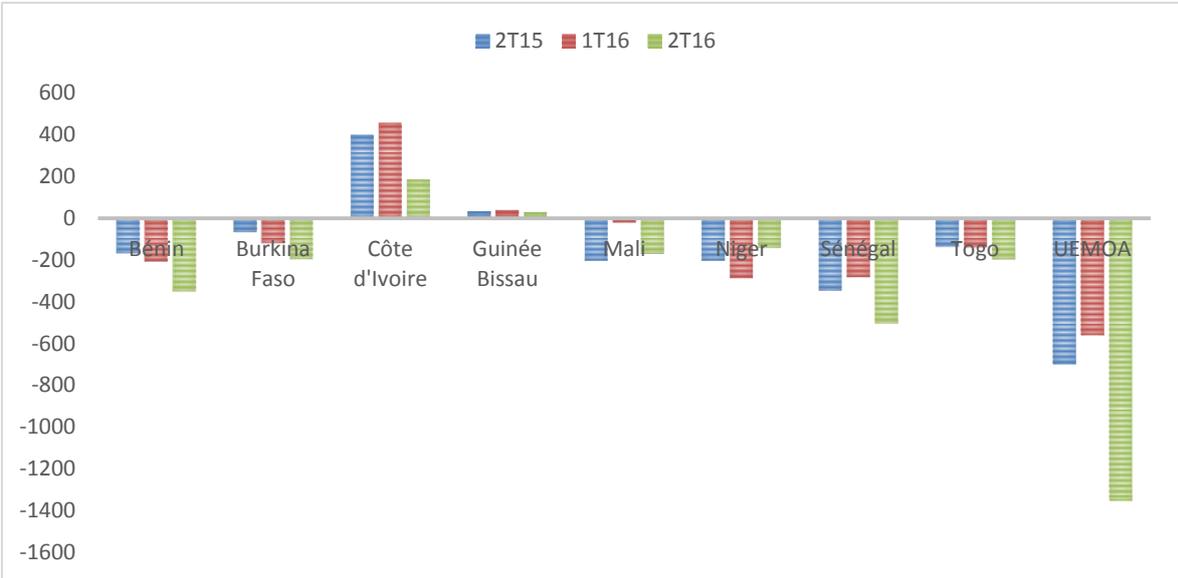


Le solde commercial

Le solde commercial dans l'UEMOA continue d'afficher un déficit au cours de la période sous revue. Le déficit présente une détérioration de -803,3 mds pour le deuxième trimestre de l'année. En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est aggravé de 244,2 mds.

En glissement annuel, le solde commercial affiche un repli de 103,1 mds.

Graphique 5 : Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)



2.3.2 Compétitivité extérieure

Les prix du commerce extérieur

Au second trimestre 2016, les termes de l'échange se sont affichés à 0,79 contre 0,86 au cours du trimestre précédent. En glissement annuel, les termes de l'échange sont passés de 0,82 à 0,79.

Tableau 8 : Evolution trimestrielle des termes de l'échange dans l'Union

	1T15	2T15	3T15	4T15	1T16	2T16
Bénin	0,19	0,44	0,15	0,10	0,12	0,22
Burkina Faso	1,01	0,85	0,51	0,60	0,76	0,63
Côte d'Ivoire	1,51	1,29	1,13	1,09	1,31	1,23
Guinée Bissau	0,57	2,20	1,23	2,30	4,91	2,42
Mali	0,76	0,56	0,52	0,68	0,96	0,77
Niger	0,31	0,31	0,15	0,50	0,25	0,31
Sénégal	0,52	0,52	0,35	0,41	0,58	0,53
Togo	0,36	0,34	0,27	0,29	0,35	0,46
UEMOA	0,95	0,82	0,56	0,72	0,86	0,79

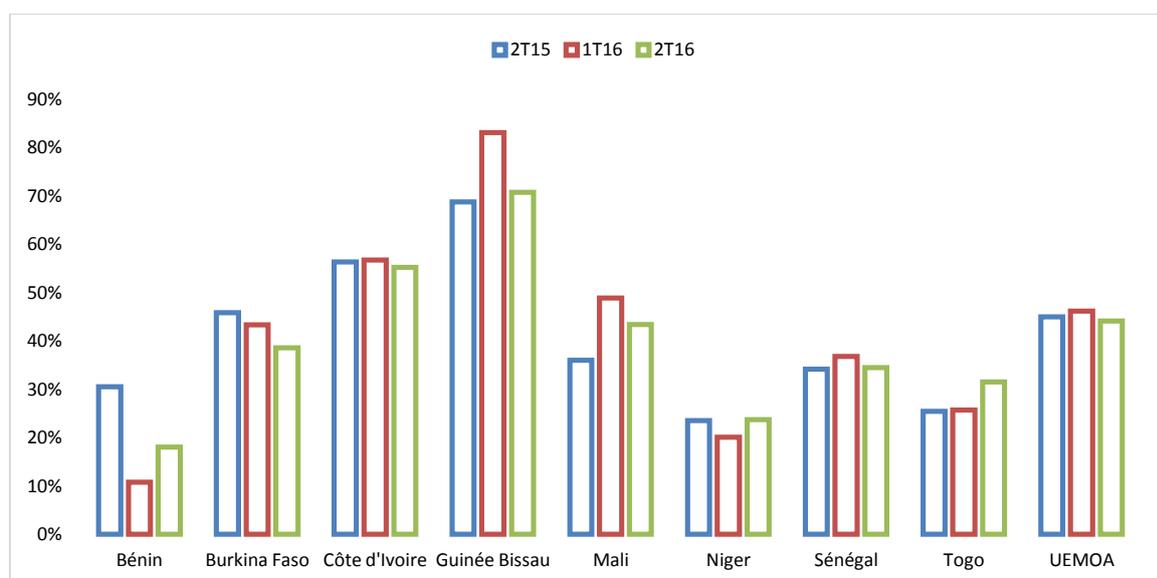
Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

Le degré d'externalisation

Les exportations ont représenté 44% des échanges extérieurs dans l'Union au cours de la période sous revue, soit un repli de 2 points de pourcentage comparativement au trimestre précédent.

En glissement annuel, le degré d'externalisation a connu une baisse de 1 point de pourcentage.

Graphique 6 : Evolution du degré d'externalisation dans l'Union (%)

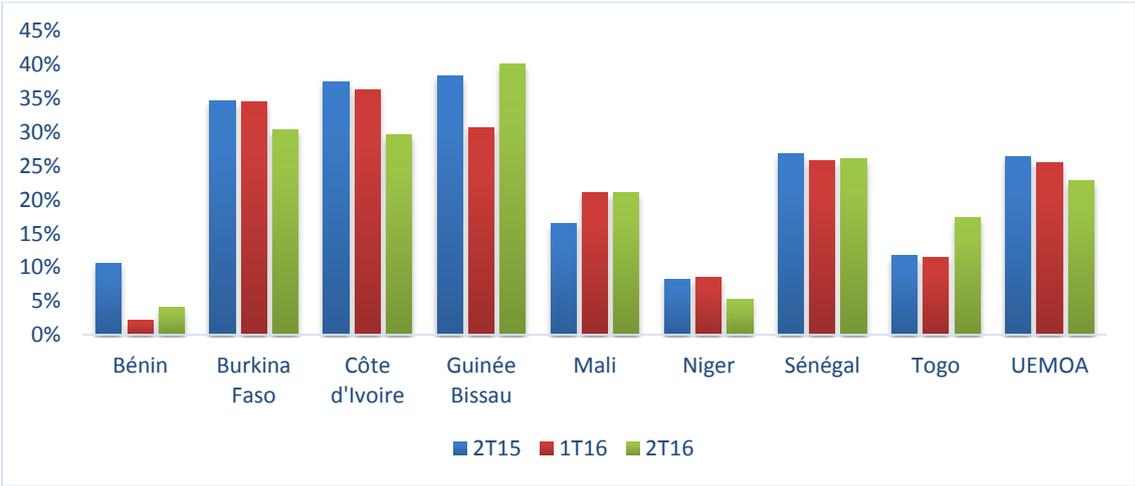


Le taux d'exportation

Au deuxième trimestre 2016, un peu plus du cinquième (22,8%) de la richesse produite dans l'Union est exporté. Cette part des exportations dans la création de la richesse est estimée à 40,1% en Côte d'Ivoire.

Pour l'ensemble de l'UEMOA, le taux d'exportation a reculé de 2,6 points de pourcentage entre les deux premiers trimestres de 2016. En glissement annuel, le taux baisse de 3,4 points de pourcentage.

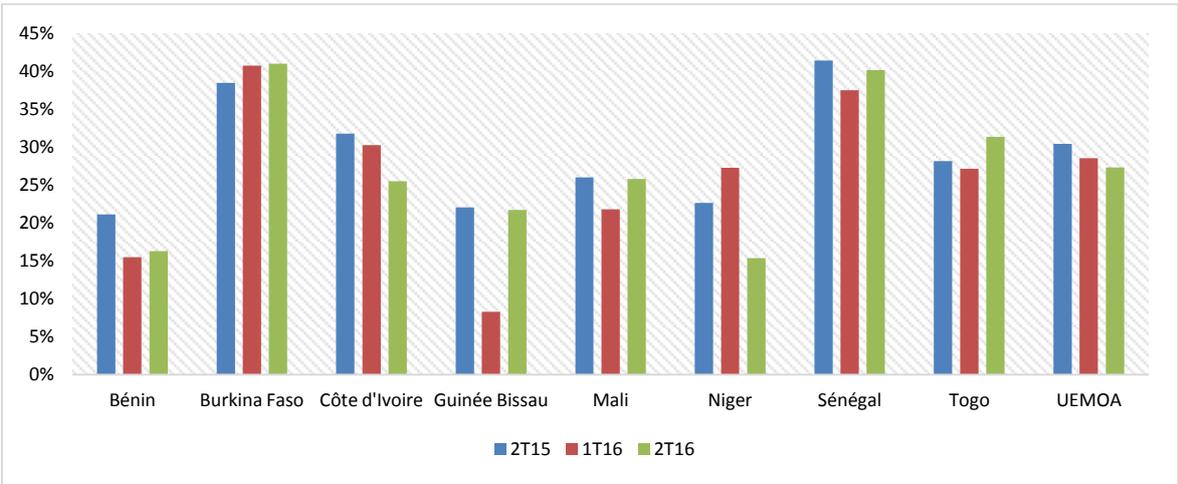
Graphique 7 : Evolution trimestrielle du taux d'exportation dans l'Union en %



Le taux de pénétration

A la fin de la période sous revue, environ 27,3% du marché intérieur de l'Union est couvert par les importations. Comparé au trimestre précédent, la baisse observée est de 1,2 point de pourcentage. En glissement annuel, la baisse se situe à 3,1 points de pourcentage.

Graphique 8: Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



2.4 Finances publiques

2.5.1. Recettes²

Au terme du deuxième trimestre 2016, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent une hausse de 511,4 mds des recettes totales, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2015, soit une progression relative (hors Togo) de +15,3% en glissement annuel.

Tableau 9: Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2016 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Recettes Totales	428,3	609,5	1105,9	29,3	410,0	162,1	1099,5	-
	<i>402,5</i>	<i>520,9</i>	<i>861,8</i>	<i>26,3</i>	<i>355,2</i>	<i>186,0</i>	<i>980,4</i>	<i>131,1</i>
	6,4%	17,0%	28,3%	11,4%	15,4%	-12,8%	12,1%	-
Recettes Fiscales	378,5	541,3	881,6	25,8	325,7	143,7	898,8	0,0
	<i>362,0</i>	<i>460,8</i>	<i>746,8</i>	<i>22,0</i>	<i>280,6</i>	<i>176,7</i>	<i>795,6</i>	<i>118,1</i>
	4,6%	17,5%	18,0%	17,3%	16,1%	-18,7%	13,0%	-
Recettes non fiscales	49,8	68,2	128,1	3,6	29,9	5,8	61,5	-
	<i>40,5</i>	<i>60,2</i>	<i>114,9</i>	<i>4,4</i>	<i>33,0</i>	<i>8,2</i>	<i>73,0</i>	<i>13,0</i>
	23,0%	13,3%	11,5%	-18,6%	-9,3%	-29,3%	-15,8%	-
Dépenses Totales	548,1	717,0	1253,2	33,8	538,8	297,1	1245,1	0,0
	<i>522,3</i>	<i>689,5</i>	<i>1153,2</i>	<i>33,9</i>	<i>327,5</i>	<i>335,8</i>	<i>1118,2</i>	<i>182,1</i>
	4,9%	4,0%	8,7%	-0,4%	64,5%	-11,5%	11,3%	-
Dépenses Courantes	386,5	516,8	740,4	31,2	86,6	170,6	412,2	0,0
	<i>391,4</i>	<i>463,5</i>	<i>778,4</i>	<i>20,3</i>	<i>83,5</i>	<i>134,8</i>	<i>898,9</i>	<i>111,9</i>
	-1,2%	11,5%	-4,9%	54,1%	3,7%	26,6%	-54,1%	-
Dépenses en Capital	161,6	200,3	332,4	-	192,6	121,2	464,6	0,0
	<i>131,0</i>	<i>225,9</i>	<i>261,2</i>	<i>9,5</i>	<i>65,2</i>	<i>195,2</i>	<i>219,3</i>	<i>70,3</i>
	23,4%	-11,4%	27,2%	-	195,3%	-37,9%	111,8%	-
Solde Global	-90,9	-63,1	-147,4	-1,9	-128,8	-139,5	-45,2	0,0
	<i>-115,6</i>	<i>-79,9</i>	<i>-190,6</i>	<i>7,4</i>	<i>27,8</i>	<i>-179,5</i>	<i>-70,8</i>	<i>-44,2</i>
	-21,4%	-21,1%	-22,7%	-125,7%	-564,0%	-22,3%	-36,2%	-

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du deuxième trimestre 2015. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

Source : CNPE/Commission de l'UEMOA

² Les données du Togo sur les finances publiques n'étant pas encore disponibles pour le deuxième trimestre 2016, les commentaires de la situation des finances publiques de l'Union porte sur l'ensemble de l'Union hors Togo.

L'analyse des contributions des différents Etats membres à la dynamique des recettes totales, entre le deuxième trimestre de l'année en cours et le deuxième trimestre de 2015, suggère que celle-ci a été principalement déterminée par l'évolution des recettes totales en Côte d'Ivoire (+244,1 mds, soit +28,3%) et au Sénégal (+119,1 mds, soit +12,1%) et, dans une moindre mesure, par le Burkina Faso (+88,6 mds, soit +17,0%), le Mali (+54,8 mds, soit +15,4%) et le Bénin (+25,8 mds, soit +6,4%). En revanche, au Niger, les recettes totales se sont repliées de 23,9 mds (-12,8%) sur la même période.

Du point de vue de la composition des recettes, il ressort que ces dernières ont été essentiellement portées par la dynamique des recettes fiscales qui ont enregistré une augmentation de 350,9 mds au niveau de l'Union, soit une hausse relative de 12,3% en glissement annuel. Cette progression des recettes fiscales s'explique notamment par la hausse des recettes fiscales relevée en Côte d'Ivoire et au Sénégal où les recettes fiscales se sont respectivement accrues de 134,7 mds (soit, +18,0%) et 103,3 mds (soit, +13,0%). Si, dans une moindre mesure, les recettes fiscales se sont notamment affichées en hausse au Burkina Faso (+80,5 mds, soit +17,5%), et au Mali (+45,1 mds, soit +16,1%), elles se sont inscrites en baisse au Niger (-33,0 mds, soit -18,7%), passant de 176,7 mds au deuxième trimestre 2015 à 143,7 mds au deuxième trimestre 2016.

S'agissant des recettes non fiscales, il ressort de l'analyse des données conjoncturelles à fin juin 2016 qu'elles ont, en moyenne, augmenté de 12,7 mds (+3,8%) au niveau de l'Union, passant de 334,1 mds à 346,9 mds entre le deuxième trimestre 2015 et le deuxième trimestre 2016. Cette évolution résulte d'une situation contrastée dans les Etats membres de l'Union, notamment marquée par les hausses relevées en Côte d'Ivoire (+13,2 mds), au Bénin (+9,3 mds) et au Burkina Faso (+8,0 mds), ainsi que par la baisse observée au Sénégal (-11,5 mds).

2.4.2. Dépenses

Au terme du deuxième trimestre 2016, les dépenses publiques de l'Union se sont globalement affichées en hausse de 452,8 mds (+10,8%) en glissement annuel, pour s'établir 4 633,1 mds entre avril et juin 2016. Parmi les Etats membres de l'Union, les hausses les plus remarquables relevées au niveau des dépenses totales l'ont été au Mali (+211,3 mds, soit +64,5%), au Sénégal (+126,9 mds, soit +11,3%) et en Côte d'Ivoire (+100,1 mds, soit +8,7%). Sur la période, seul le Niger a enregistré un recul significatif (-38,7 mds, soit -11,5%) de ses dépenses totales, parmi les Etats membres de l'Union.

L'analyse de la composition des dépenses publiques permet de constater qu'au terme du deuxième trimestre 2016, les dépenses courantes de l'Union ont enregistré une diminution relativement importante (-426,5 mds, soit -15,4%) pour se situer à 2 344,2 mds à fin juin 2016. Cette baisse des dépenses courantes s'explique essentiellement par la forte baisse (-486,7 mds, soit -54,1%) enregistrée au Sénégal où les dépenses courantes se sont établies à 412,2 mds au deuxième trimestre 2016, contre 898,9 mds au deuxième trimestre 2015. Dans les autres Etats membres de l'Union, on peut relever les hausses observées au Burkina Faso et au Niger où les dépenses courants ont respectivement crû de 53,2 mds (+11,5%) et 35,8 mds

(+26,6%), en glissement annuel. En Côte d'Ivoire, les dépenses courantes ont subi une baisse de 38,0 mds, correspondant à un repli de 4,9% sur la période d'analyse.

S'agissant des dépenses en capital au niveau de l'Union, elles sont globalement ressorties en hausse de 365,3 mds, soit une progression relative de +33,0% en glissement annuel, pour s'établir à 1 472,7 mds au deuxième trimestre de l'année 2016. En effet, les dépenses en capital de l'Union ont notamment été marquées par les hausses relativement importantes des dépenses d'investissement au Sénégal (+245,3 mds, soit +111,8%), au Mali (+127,4 mds, soit +195,3%) et en Côte d'Ivoire (+71,1 mds, soit +27,2%). Sur la période, il est aussi à remarquer les baisses de dépenses en capital enregistrées au Niger (-74,0 mds, soit -37,9%) et au Burkina Faso (-25,7 mds, soit -11,4%).

2.4.2. Solde budgétaire

L'exécution budgétaire à fin juin 2016 indique que les Etats membres de l'Union ont globalement affiché une position budgétaire déficitaire, qui s'est par ailleurs légèrement dégradée. En effet, cette évolution provient essentiellement de la dégradation relativement importante du solde budgétaire du Mali qui est passé d'une position excédentaire au deuxième trimestre 2015 (+27,8 mds) à une position déficitaire de -128,8 mds au deuxième trimestre 2016. En revanche, des autres Etats membres de l'Union ont, dans leur quasi-totalité (sauf la Guinée-Bissau) enregistré une légère amélioration de leurs positions budgétaires, bien que celles-ci se soient, en règle générale, révélées déficitaires.

2.5 Situation monétaire

2.5.2. Masse monétaire

L'analyse des données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indique qu'au deuxième trimestre 2016, les disponibilités monétaires se sont établies à 23 919,9 mds, contre 23 573,1 mds au premier trimestre de la même année. Autrement dit, la masse monétaire de l'Union a enregistré une hausse de 346,8 mds, correspondant à une légère progression relative de +1,5% sur la période. Cette évolution a notamment été tirée par la hausse de 397,7 mds observée au Sénégal (+10,9%), tandis que la masse monétaire a connu des évolutions mineures et contrastées dans les autres économies de l'Union.

2.5.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de l'Union ont affiché un léger repli de 78,3 mds (-1,0%), entre le premier et le deuxième trimestre de l'année 2016, passant de 7 485,2 mds à 7 406,8 mds sur la période. Cette évolution des disponibilités extérieures nettes résulte principalement de la baisse relativement importante relevée en Côte d'Ivoire (-223,7 mds, soit -9,4%), qui n'a pas été compensée par la hausse de 186,6 mds (+17,5%) des avoirs extérieurs nets observée au Sénégal entre les deux premiers trimestres de l'année 2016.

Tableau 10 : Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2016 (en mds).

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	2 135,4	2 655,0	7 711,3	1,1	2 296,3	1 221,4	4 036,2	3 863,2
	<i>2 124,9</i>	<i>2 672,7</i>	<i>7 715,6</i>	<i>0,6</i>	<i>2 333,1</i>	<i>1 187,7</i>	<i>3 638,5</i>	<i>3 900,0</i>
	0,5%	-0,7%	-0,1%	77,5%	-1,6%	2,8%	10,9%	-0,9%
Avoirs Extérieurs Nets	1 172,0	772,8	2 164,6	0,6	467,5	521,0	1 252,7	1 055,6
	<i>1 205,5</i>	<i>745,9</i>	<i>2 388,3</i>	<i>0,4</i>	<i>486,5</i>	<i>531,9</i>	<i>1 066,1</i>	<i>1 060,6</i>
	-2,8%	3,6%	-9,4%	43,3%	-3,9%	-2,0%	17,5%	-0,5%
BCEAO	241,1	-130,1	-	0,6	138,7	409,5	925,5	-
	<i>303,3</i>	<i>-138,7</i>	<i>-</i>	<i>0,4</i>	<i>116,5</i>	<i>410,9</i>	<i>825,9</i>	<i>-</i>
	-20,5%	-6,2%	-	47,6%	19,1%	-0,3%	12,1%	-
Banques Commerciales	930,9	902,9	-	0,0	328,7	111,5	327,2	-
	<i>902,3</i>	<i>884,6</i>	<i>-</i>	<i>0,0</i>	<i>370,0</i>	<i>120,9</i>	<i>240,2</i>	<i>-</i>
	3,2%	2,1%	-	0,2%	-11,2%	-7,8%	36,2%	-
Crédits à l'économie	1 073,5	1 919,4	4 405,2	0,2	1 807,0	684,8	2 715,2	2 576,9
	<i>1 089,6</i>	<i>1 883,4</i>	<i>4 234,7</i>	<i>0,1</i>	<i>1 693,0</i>	<i>660,6</i>	<i>2 603,7</i>	<i>2 598,0</i>
	-1,5%	1,9%	4,0%	90,5%	6,7%	3,7%	4,3%	-0,8%
Position Nette du Gouvernement	-94,5	154,3	1 557,1	0,2	48,4	113,9	287,1	189,4
	<i>-78,5</i>	<i>186,9</i>	<i>1 474,4</i>	<i>0,1</i>	<i>48,2</i>	<i>88,9</i>	<i>241,1</i>	<i>258,0</i>
	20,4%	-17,4%	5,6%	66,1%	0,3%	28,2%	19,1%	-26,6%

Note : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du deuxième trimestre 2016, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2016. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

Source : BCEAO

2.5.2. Crédits à l'économie

Au cours du deuxième trimestre 2016, les crédits du système bancaire au secteur privé de l'Union ont affiché une hausse de 419,2 mds, soit une progression relative de 2,8%, par rapport au premier trimestre de l'année en cours. Cette dynamique des crédits à l'économie résulte de la hausse enregistrée dans la plupart des Etats membres de l'Union. En effet, des hausses relativement importantes des crédits bancaires au secteur privé ont notamment été relevées en Côte d'Ivoire (+170,5 mds, soit +4,0%), au Mali (+114,0 mds, soit +6,7%) et au Sénégal (+111,6 mds, soit +4,3%).

2.5.3. Position nette du gouvernement

L'analyse des données conjoncturelles sur la PNG indique qu'au terme du deuxième trimestre 2016, la PNG de l'Union s'est globalement inscrite en hausse de 36,8 mds, soit une légère progression de 1,7%, en termes relatifs, par rapport aux trois premiers mois de l'année 2016. Cette hausse de la PNG, au niveau de l'Union,

s'explique dans une large mesure par les progressions relativement importantes relevées en Côte d'Ivoire (+82,7 mds, soit +5,6%), au Sénégal (+46,0 mds, soit +19,1%) et au Niger (+25,0 mds, soit +28,2%), entre les deux premiers trimestres de l'année 2016.

2.6 Compétitivité de la monnaie

En 2015, comparativement à 2014, le taux de change effectif réel (TCER) dans la zone UEMOA s'est déprécié de 5,6% selon les perspectives économiques régionales du FMI de mai 2016. Cette baisse du taux de change effectif réel a été observée dans tous les pays, particulièrement au Bénin et au Togo où elle a respectivement été de 10,9% et 8,8%. L'évolution la moins importante a été enregistrée au Mali (-3,2%).

Cette dépréciation du TCER pourrait s'expliquer par la réorientation du commerce extérieur des pays de l'Union. En effet, ces derniers se tournent désormais vers les fournisseurs à bas coût d'Asie, notamment la Chine, Taïwan, la Corée et la Malaisie.

2.7 Activité de la BRVM

Le marché boursier est marqué par une évolution favorable de tous ses indicateurs au deuxième trimestre 2016. En effet, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) enregistre des hausses respectives de 1,6% et 15,9% pour les indices BRVM 10 et BRVM composite.

Les indices sectoriels affichent également une bonne tenue des activités boursières au niveau des secteurs des services publics, des finances, de la distribution, du transport et des autres secteurs. Toutefois, le secteur agricole reste en retrait.

A fin juin 2016, la capitalisation boursière composite poursuit sa progression du fait de l'intensité des échanges sur le marché des actions et sur celui des obligations. Elle s'élève à 9 408,0 milliards, en hausse de 10,7% par rapport à la période correspondante de 2015. Le marché des actions a progressé de 11,3% pour une capitalisation de 7 645,0 milliards pendant que celui des obligations a atteint une capitalisation de 1 762,9 milliards, en augmentation de 8,3%.

3. Principaux faits marquants

3.1 Environnement international

Juin 2016 - Or: l'incertitude soutient toujours le cours de l'once. En effet, le métal jaune accroissait encore les gains qu'il a enregistrés ces derniers jours en raison du vote inattendu du Brexit au Royaume-Uni.

Mai 2016 – Le Venezuela est devenu une économie naufragée à cause de sa forte dépendance au pétrole. Ce pays qui dispose de 300 milliards de barils de réserve vient de terminer un siècle de prospérité.

Avril 2016 - Les grands producteurs de pétrole réunis à Doha ont échoué à se mettre d'accord sur un gel de la production pour soutenir les prix, sur fond de tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Le cours du pétrole a chuté depuis juin 2014.

3.2 Pays de l'UEMOA

Juin 2016 - Le Burkina a lancé la construction d'une centrale solaire de 33 mégawatts, "la plus grande du Sahel", dans ce pays ensoleillé d'Afrique de l'ouest, où l'électricité demeure une denrée rare pour plus de 80% de la population.

Mai 2016 - Les bailleurs de fonds internationaux et les pays partenaires de la Côte d'Ivoire se sont engagés à hauteur de plus de 15 milliards de dollars pour soutenir le développement de ce pays d'ici à 2020, au cours d'une conférence mardi à Paris. Le groupe consultatif sur la Côte d'Ivoire s'est réuni à partir de mardi, et pour deux jours, dans la capitale française pour tenter de financer un ambitieux "Plan national de développement" ivoirien pour la période 2016-2020.

Avril 2016 - Les Etats-Unis ont annoncé l'octroi de 29 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire au Mali, à destination notamment des réfugiés déplacés par les violences.

Conclusion

Sur la base de la plupart des indicateurs analysés, la conjoncture au deuxième trimestre 2016 dans la zone UEMOA est bonne. Dans ces conditions, si cette tendance ne s'inverse pas au cours des prochains trimestres, les attentes en matière de performance économique pour l'année 2016 pourraient se réaliser.

Selon les prévisions des cours des matières premières de la Banque Mondiale, on peut s'attendre à la poursuite de cette tendance au troisième trimestre 2016, surtout si la dynamique observée dans les pays avancés et émergents se consolide.